

le triomphe de la thèse du « socialisme-national » car, si tout le front antifasciste regroupé sur la base définie par De Man-Spaak. Cependant, ce n'est pas encore marche provisoirement aux élections partielles de Bruxelles derrière Van Zeeland, les mouvements ouvriers lui font comprendre que son heure pourrait bien sonner et rendre indispensable d'autres formes de lutte contre le prolétariat, celles que demandent les Vandervelde et De Brouckère, nouveaux alliés des centristes belges.

La pause de Monsieur Léon Blum

A l'exemple du vieux Dieu de la Bible qui, après avoir créé le monde, se reposa un jour, le Front Populaire, harassé par ses exploits, fait la « pause ». Mais qu'a-t-il créé, au juste ? Pourquoi cet arrêt dans une action qu'il n'a jamais menée, car personne n'ignore que l'œuvre du Front Populaire consiste à canaliser et à emprisonner les réactions revendicatrices des ouvriers. La « pause » se fera-t-elle dans ce travail ? Bien sûr que non. Nous nous trouvons devant une sérieuse accentuation de l'attaque capitaliste contre la classe ouvrière de ce pays. Blum s'est découvert un tempérament « d'homme fort » qui sera capable de maintenir les ouvriers dans le calme complet et d'obtenir la « trêve de l'Exposition ». Des promesses nous passons aux actes ; Blum a abjuré les travailleurs de faire la « pause », mais les premières mesures de compression ont été adoptées afin de leur faire comprendre que, bon gré mal gré, ils devront passer par le chemin qu'indique le Front Populaire.

Le corollaire de ce tournant de la situation où s'affirme la maîtrise des valets du capitalisme sur le prolétariat, est le retour des capitaux en France, auxquels on offre des intérêts exorbitants, comme si on voulait s'excuser de les avoir fait attendre pendant ces derniers mois où il fallut mater les velléités de lutte de la classe ouvrière française.

Nous voudrions cependant tenter de faire le point dans ce tourbillon d'événements nouveaux, où le devenir historique, le fil de l'évolution paraît se dérober devant l'analyse. Faut-il préalablement considérer que, non seulement en France, mais dans tous les pays, nous sommes entrés dans une période nouvelle où se liquide un passé de défaites et se renouent les liens d'un développement historique dirigé vers la révolution communiste ? La prudence la plus élémentaire nous oblige à partir de ce qui est pour explorer le devenir. Oui, personne ne pourra nier qu'un passé est en train de se liquider, non seulement sur les champs de la guerre impérialiste d'Espagne, mais aussi entre les frontières de tous les pays. Les partis communistes sont passés ouvertement de l'autre côté de la barricade ; les groupes issus de la dégénérescence centriste ont franchi le Rubicon avec les événements d'Espagne. Le prolétariat mondial n'existe plus que dans des groupements internationalistes du type de celui de notre fraction.

En arrachant, dans tous les pays, les derniers fruits dégénérés de la grande vague révolutionnaire de 1917, l'histoire faisait des fractions de gauche les uniques organes pouvant donner aux manifestations de classe des ouvriers une direction, mais elle indiquait aussi que, dorénavant, toute manifestation de classe allait se faire dans le sens de la reconstruction du prolétariat en dehors et contre tous les traîtres et opportunistes.

Pourtant, nous n'avons pas du tout l'intention de nous dissimuler que, partout, existe d'une manière tenace l'Union Sacrée et qu'en Espagne la guerre impérialiste bat toujours son plein. En fait, ce qui nous permet de supposer — c'est là encore une intuition et non une position — que nous sommes entrés dans une phase où s'annoncent de grandes tempêtes sociales, c'est l'existence des phénomènes de la guerre dans tous les pays, au point de vue du comportement des classes et de leurs rapports : l'Union Sacrée pour la guerre, alors que la guerre ne se manifeste pas à coups de canons comme en Espagne. Voilà la situation que nous retrouverons en France, en Belgique, en Angleterre ; une situation réelle de guerre avec ses phénomènes économiques, sociaux, politiques si caractéristiques, voilà ce que nous trouverons en

Italie, en Allemagne, bien que ces pays en dehors de leur intervention en Espagne ne soient pas engagés dans des guérras du type de celle que nous avons connue en 1914.

L'extrême tension des situations qu'examine cet état de choses se développe, aujourd'hui, non pas en accroissant les compétitions inter-impérialistes, mais en provoquant des explosions sociales. Pouvons-nous en déduire que le système capitaliste est poussé dans une voie où, en évitant le précipice de la guerre impérialiste mondiale, il ne peut éviter que la tension des situations qui existe dans tous les pays se déverse dans des mouvements sociaux qu'il essaiera de canaliser, de briser, et surtout de localiser ? C'est là une supposition que nous aurions tort de repousser à priori, d'autant plus que si nous prenons l'évolution de la France ou de l'Italie, nous verrons clairement que la situation intérieure de guerre qui s'y manifeste sous deux formes différentes n'évolue pas nécessairement vers une guerre impérialiste mondiale, genre 1914. La mobilisation intégrale du Grand Conseil fasciste est plutôt le produit de l'évolution des situations en Italie que le capitalisme tente de mener avec des mesures désespérées. Il pourrait être question de la dernière carte que la bourgeoisie jette pour maintenir la domination fasciste sur le dos du prolétariat. En France, la situation est tout aussi édifiante. L'Union Sacrée scellée sous Laval au nom de la défense nationale (déclaration de Staline) est devenue, sous le Front Populaire, non plus seulement un moyen de soulever les ouvriers contre l'Italie attaquant l'Éthiopie ou l'Allemagne occupant la zone rhénane, mais tout un programme qui a pu se développer dans toutes les directions de la vie sociale, en dehors même de la guerre mondiale. C'est le gouvernement Blum qui a lutté contre l'intervention en Espagne ; c'est lui qui a proposé les premières mesures pour limiter la tempête espagnole, alors qu'il commençait à dérouler les premières mesures de son programme d'Union Sacrée et de transformation de l'économie française sur un pied de guerre. Il est incontestable que nous nous trouvons devoir agir, en France, avec des positions politiques que nous avons l'habitude de considé-

rer de rigueur en période de guerre impérialiste. S'il existe une contradiction entre cette situation de fait et la danse des milliards pour les armements, c'est un problème que nous devons examiner, comme nous devons aussi retrouver les causes du déroulement actuel des événements qui ne résident pas dans une quelconque volonté du capitalisme d'éviter la guerre mondiale sous les formes classiques de 1914, mais bien dans la tension des situations que nous connaissons depuis la révolution russe et qui accompagneront inévitablement la vie du capitalisme dans la phase de son déclin.

Ces considérations ont leur utilité au seuil d'une analyse de la situation en France, car elles tendent à faire comprendre que, depuis le conflit italo-abysin, nous sommes entrés ouvertement dans une phase nouvelle. Et le caractère des mouvements qui ont pris corps depuis le mois de juin en France, les événements d'Espagne nous permettront d'affirmer qu'il n'est pire méthode que de nier ce fait et de continuer à parler sur la guerre qui vient, alors que nous vivons une série de situations où l'état de guerre existe déjà ; de même qu'il serait erroné de notre part de nous voiler les yeux devant les explosions sociales qui sont déterminées par la tension de guerre dans les rapports entre les classes. Ces problèmes, nous nous efforcerons de les traiter amplement dans un prochain numéro de « Bilan », car ils font partie de l'analyse de la situation internationale qui s'est ouverte devant nous.

**

Le trait dominant des événements qui se déroulent en France réside dans la difficulté qu'éprouve l'analyse à retrouver les contours d'une lutte acharnée entre les deux classes antagonistes de la société. Les ouvriers déclenchent spontanément les grèves d'occupation des usines de juin, mais le mouvement est canalisé dans les accords de Matignon par le Front Populaire. Pour beaucoup, il s'ensuit que, puisque le Front Populaire peut se parer des grèves de juin pour renforcer ses bases parmi les ouvriers et développer son action gouvernementale, c'est bien la preuve qu'il a voulu ces grèves et qu'elles sont son œuvre.

Ce qui embrouille les cartes et la perception des événements, c'est que les